

La Radiodistribution à l'Etranger et ses possibilités en France

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 7 décembre 1935

PAR

Georges BROTTES

Président : M. J. BARTHELEMY.

Assesseurs : M. MESTRE ;

M. SCELLE.

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ

**La Radiodistribution à l'Etranger
et ses possibilités en France**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Radiodistribution à l'Etranger et ses possibilités en France

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 7 décembre 1935

PAR

Georges BROTTES

Président : M. J. BARTHELEMY.

Assesseurs : M. MESTRE ;

M. SCELLE.

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ



AVANT-PROPOS

Au début de ce travail, j'adresse un respectueux et particulier hommage de gratitude à M. le professeur JOSEPH BARTHELEMY, membre de l'Institut, tant pour les directives et conseils qu'il a bien voulu me donner, que pour la documentation dont, par son entremise, j'ai pu disposer sur un problème tout nouveau et plein d'intérêt pour notre pays.

G. B.

INTRODUCTION

« La radiodiffusion prend, dans l'activité générale du pays, une place qui s'affirme chaque jour plus considérable et, par voie de conséquence, au sein du monopole télégraphique, une importance sans cesse plus générale » ; ainsi s'exprimait, au Sénat, le rapporteur du Budget des P. T. T., pour l'exercice 1934.

Après avoir été, en effet, à l'origine, un moyen de divertissement, la radiodiffusion est devenue un moyen de communication publique indispensable, à laquelle l'Etat voue toute son attention.

Son développement aurait pu, cependant, être plus rapide. Longtemps, en effet, il fut retardé par les luttes menées par des consortiums d'intérêt privé, contre l'organisation de la radiodiffusion en service public, à l'exemple de tous les autres pays étrangers, et en faveur d'une commercialisation dont le principe a été condamné partout ailleurs.

Ce n'est qu'en 1922, avec l'installation du poste de l'Ecole Supérieure des P. T. T., qu'a eu lieu, en France, la

première tentative d'organisation méthodique d'un service de radiodiffusion à caractère d'intérêt général.

Depuis, des textes législatifs nombreux ont apporté une contribution importante à l'étude et à la fixation d'un statut définitif de la Radiodiffusion.

Actuellement, la configuration générale de l'organisation technique du réseau national français est, à vrai dire, précisée. L'Administration des Postes s'est employée à résoudre les divers problèmes posés par la réalisation et l'exploitation de ce réseau, et dont la solution d'ensemble constitue ce que l'on a appelé « Le statut de la radiodiffusion ».

Mais déjà, l'Etranger nous devance encore et nous invite à étudier un nouvel aspect de la radiodiffusion, la **radiodistribution**.

Ce nouveau système d'exploitation, « essentiellement constitué par un poste récepteur de radiodiffusion avec organe d'amplification relié par un réseau de conducteurs à un certain nombre de dispositifs, casques ou hauts-parleurs installés dans un autre lieu que le poste récepteur », permet de distribuer les émissions des postes de T. S. F., à l'aide d'un réseau de fils conducteurs « de la même manière qu'on distribue du gaz ou de l'électricité » (2).

A son crédit, on met la suppression d'un appareil récep-

(1) Rapport de M. Marcombes.

(2) M. Singre : « La Radiodiffusion à l'étranger » ; Revue de l'Electricien.

teur, coûteux et complexe, remplacé par un simple haut-parleur et la disparition des parasites. Par contre, il ne permet de recevoir qu'un nombre très réduit d'émissions.

Quoi qu'il en soit, il est déjà entré dans les mœurs, à l'étranger, puisqu'on comptait, au début de 1935, 204.000 usagers en Grande-Bretagne, 342.000 en Hollande, 43.000 en Suisse et plus de 10.000 en Belgique.

En France, ce mode particulier de la Radiodiffusion est encore peu connu. « Seules, quelques installations fonctionnent à l'intérieur de propriétés closes à Paris. Cependant, des entreprises se sont fondées pour l'organisation de la distribution des émissions à domicile. Les municipalités de Villeurbanne, Tourcoing, Bordeaux, Le Mans, Amiens, ont délibéré sur des propositions de pétitionnaires » (1).

Les pouvoirs publics, saisis de demandes de collectivités et de particuliers désirant l'exploitation d'un service de radiodistribution, ont mis la question à l'étude.

Une commission fut constitué au Ministère des Postes, par un arrêté du 1^{er} avril 1935. Sous la présidence de M. le professeur Joseph Barthélémy, membre de l'Institut, elle comprenait principalement les hauts fonctionnaires de l'administration des postes et des représentants de l'industrie radiophonique. Mais elle comprenait, en outre, des repré-

(1) Rapport de M. Marcombes (J.O., 1934 ; Documents parlementaires).

sentants de la science électrique, comme le prince de Broglie, et des représentants des usagers, comme M. Labbé, commissaire général de l'exposition de 1937 et M. L.-L. Klotz. Un représentant du personnel syndicaliste s'est retiré aussitôt que la commission a paru admettre des concessions de radiodistribution, le personnel considérant le monopole comme un dogme, l'adhésion à ce dogme comme un acte de foi, tout manquement à ce dogme comme une hérésie.

M. le professeur Joseph Barthélémy s'est chargé lui-même du rapport. Nous avons pu avoir connaissance de ce document inédit et des procès-verbaux de la commission. Nous adressons nos vifs remerciements aux hautes personnalités qui ont bien voulu nous donner les autorisations nécessaires.

La création d'un réseau de radiodistribution soulève, en effet, comme l'observe le professeur Joseph Barthélémy, un « problème juridique et un problème de doctrine économique, politique, fiscal et social » (1). Est-il, dès lors, bien opportun d'introduire ce nouveau système d'émission en France, alors qu'actuellement le réseau radiophonique d'Etat est en voie de réorganisation ? Répond-il, chez nous, aux mêmes besoins qui lui ont permis de s'implanter avec succès dans quelques pays étrangers ? Ses avantages compensent-ils ses inconvénients ? C'est ce que

(1) Rapport de M. le professeur Barthélémy à M. le ministre des P.T.T.

nous examinerons. En tout cas, si, comme il est à présumer, la radiodistribution s'établit dans notre pays, l'Administration des P. T. T. aura l'obligation de réglementer étroitement ce nouveau service, qu'elle considère comme devant faire partie du domaine du service public dont elle a le monopole, afin de sauvegarder les intérêts de l'Etat et des usagers eux-mêmes.

PREMIERE PARTIE

LES EXPERIENCES DE RADIODISTRIBUTION A L'ETRANGER

Nombreux déjà sont les pays qui ont compris l'importance de la Radiodistribution et la nécessité de la réglementer.

Les uns, comme la Suisse, gèrent eux-mêmes leur réseau de radiodistribution, les autres, (ce sont les plus nombreux), ont adopté le système de la licence ou de la concession.

Les émissions peuvent être distribuées de deux façons : « soit à partir d'un studio, par l'intermédiaire de circuits téléphoniques, jusqu'à un centre récepteur chargé de desservir les abonnés, soit à partir d'un centre récepteur situé dans le bloc d'immeubles à desservir et de là, par fil, chez les abonnés » (1).

Le premier système est presque exclusivement utilisé en Suisse, où le relief ne permet pas la réception des émissions des postes de radiodiffusion; le second a été adopté par la Belgique, la Grande-Bretagne et la Hollande.

(1) Travaux de la Commission.

Si la radiodistribution nous vient de l'Etranger, répondant à de nouveaux besoins, l'idée de transmettre des productions musicales, des conférences, est cependant presque aussi ancienne que le téléphone lui-même. A peine cet appareil était-il inventé et quelque peu répandu, qu'on essaya de capter la musique, à l'aide d'un microphone et de la transmettre au loin, en se servant des lignes téléphoniques, et, à l'Exposition Internationale de l'Electricité, à Paris, en 1881, on put entendre, au moyen de casques téléphoniques, la pièce jouée sur la scène de l'Opéra.

Ce genre de transimission musicale, appelé théâtrephone, ne fut cependant jamais développé sur une grande échelle. Il conserva plutôt le caractère de démonstration expérimentale, parce que la technique d'alors ne connaissait pas les moyens d'amplifier l'énergie de transmission : on ne pouvait ni transmettre à de longues distances, ni utiliser des hauts-parleurs.

Le développement prodigieux de la radiodiffusion, favorisé par l'invention de la lampe à cathode incandescente, mit une fin brusque à ces premiers essais de télédiffusion. Bientôt, cependant, on commença à s'occuper de l'amélioration des transmissions radiophoniques. On s'aperçut que, pour protéger la radiophonie des dérangements occasionnés par les installations électriques de tout genre, il était nécessaire de lui apporter de profondes modifications, car si ces perturbations, dues à des installations électriques voisines, peuvent être combattues, quoi-

que à grands frais, par l'utilisation d'appareils antiperturbateurs, celles dues à des causes atmosphériques n'ont pu être éliminées.

Section Première

EN SUISSE

Cette situation suggéra à l'Administration des Télégraphes Suisses l'idée de réaliser la diffusion des programmes des postes émetteurs, au moyen de fils qui sont à l'abri, tant des perturbations atmosphériques que de celles provenant du réseau à fort courant.

Tout naturellement, elle songea, en premier lieu, à emprunter, à cet effet, le réseau téléphonique, qui est ainsi davantage utilisé et plus rationnellement exploité. De plus, cette combinaison de la radio et du téléphone, devait contribuer à faire augmenter le nombre des abonnés au téléphone. L'autorisation d'organiser ce service de diffusion téléphonique fut donnée le 25 septembre 1931. Il a obtenu, depuis, un succès sans cesse croissant.

Afin de permettre à toutes les classes de la population, même à celles dont les membres ne peuvent pas faire la dépense d'un abonnement au téléphone, de jouir de la diffusion téléphonique, l'Administration a créé les trois genres d'abonnements suivants : raccordements individuels, raccordements collectifs, raccordements de groupes.

Par raccordement individuel, il faut entendre un raccordement destiné à la diffusion téléphonique et réservé exclusivement à l'abonné qui possède le téléphone.

Dans le raccordement collectif, plusieurs postes récepteurs ne possédant pas leurs propres raccordements téléphoniques, sont reliés à un raccordement existant. Ce genre d'installation permet de faire bénéficier jusqu'à cinq familles habitant la même maison, du même raccordement, pour recevoir les émissions par fil. La conception technique de l'installation est telle que le secret des conversations échangées sur le raccordement téléphonique est absolument garanti.

Enfin, en tant que les disponibilités du réseau radio-téléphonique le permettent, et à condition que 10 personnes au moins en fassent la demande, l'Administration met à la disposition du public des raccordements de groupes, comprenant une ligne d'écoute spéciale, qui permet aux habitants d'un bloc de maisons ne pouvant pas utiliser un raccordement téléphonique existant, de jouir cependant de la diffusion téléphonique. C'est ce genre d'installation qui est prévu dans les hôtels et les hôpitaux, avec un équipement tel qu'il est permis de raccorder plus de 100 postes récepteurs.

L'abonné au téléphone paie une redevance d'inscription unique de 15 francs français et une taxe annuelle de 150 francs, y compris le droit de concession de T. S. F. ordinaire; pour les raccordements collectifs, la taxe

annuelle est de 90 francs; les installations dites « de groupes », acquittent une taxe forfaitaire de 125 francs par mois.

L'Administration a veillé avec le plus grand soin à ce que la sécurité du service téléphonique reste assurée et a pris des dispositions en conséquence : c'est ainsi que la tension employée pour la diffusion n'est pas supérieure à celle utilisée pour une conversation téléphonique, afin que ce dernier trafic ne soit en rien gêné par la diaphonie provenant de la diffusion des émissions.

La vente des appareils de réception est libre; les fabricants d'appareils ordinaires, dont les intérêts étaient ainsi menacés, ont créé une société de télédiffusion, avec service de vente, dans lequel l'Administration est représentée.

La télédiffusion est donc, en Suisse, un service public géré par l'Administration des Télégraphes et réservé, en principe, aux abonnés au téléphone qui versent à l'Administration une redevance supplémentaire. Cependant, il existe deux sociétés concessionnaires qui transmettent leurs programmes sur des circuits spéciaux. La modulation leur est fournie par l'Administration, moyennant le paiement d'une redevance; exceptionnellement, ces sociétés captent leurs programmes par T. S. F.

Le nombre des usagers de la radiodiffusion ne cesse de s'accroître en Suisse, surtout depuis que l'Administration a introduit la télédiffusion à programmes multiples. (Les

abonnés peuvent, en effet, recevoir trois émissions par jour).

Par ailleurs, on étudie la possibilité de relier les appareils récepteurs radiophoniques au réseau de diffusion téléphonique, par un dispositif spécial, grâce auquel ces appareils pourront servir aussi bien à la réception sans fil qu'à la réception par fil des productions des postes émetteurs.

Grâce à la diffusion téléphonique, les habitants des vallées les plus reculées jouissent des émissions radiophoniques; les perturbations ont été éliminées; l'Administration a ainsi augmenté le nombre des abonnés au téléphone, et on prévoit même son extension rapide au détriment de la radiodiffusion. Fin juin 1935, il existait 3 radio-centrales, comptant ensemble 43.715 abonnés.

Section II

EN BELGIQUE

La Belgique, devant le succès grandissant de la distribution à domicile de la radiodiffusion, l'a strictement réglementée. Ce sont : l'arrêté royal du 12 novembre 1934, modifiant les arrêtés des 7 mai 1932 et 30 juin 1933, sur la distribution à domicile, et l'arrêté ministériel du 13 novembre 1934, qui constituent les textes essentiels de cette nouvelle réglementation. Le système de distribution

employé est le même que celui en service en Hollande. Les émissions sont captées par une radio-centrale et, de là, distribuées aux abonnés, par fils spéciaux. Le régime d'exploitation est la concession.

Une autorisation écrite et préalable du Ministre des Télégraphes et Téléphones est nécessaire pour transmettre les émissions captées par un appareil récepteur, en dehors du lieu où se trouve ce dernier. Le Ministre est seul juge de l'opportunité d'accorder ou de refuser l'autorisation et d'en fixer les conditions. La priorité dans l'introduction d'une demande ne constitue pas un droit de préférence, quant à son obtention.

En dehors des conditions spéciales d'autorisation que fixe le Ministre seul, toute autorisation est subordonnée à des conditions générales.

C'est ainsi que l'autorisation ne peut être accordée qu'à des personnes ou à des groupements de nationalité belge, présentant les garanties nécessaires au point de vue de la réalisation des buts d'intérêt général poursuivis par l'organisation de la radiodiffusion en Belgique.

Elle ne peut, en outre, avoir pour objet que la retransmission des émissions et le concessionnaire est tenu de prendre toutes mesures pour assurer le secret des correspondances radioélectriques privées.

Le concessionnaire est autorisé à compléter les émissions des postes nationaux par la retransmission d'émissions étrangères, sous la réserve que cette retransmission

soit strictement limitée à des émissions d'ordre musical, artistique, et sportif. Le Ministre peut, d'ailleurs, par mesure générale ou individuelle, interdire cette retransmission.

Il est, de même, interdit de procéder à la distribution de toute émission contraire aux lois, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou qui constituerait une offense à l'égard d'un Etat étranger.

L'autorisation, qui s'applique à un territoire limité, n'implique pas l'attribution au permissionnaire d'un monopole ou droit exclusif, quant à l'exercice de son activité sur le territoire qui lui est assigné; elle ne peut être accordée que sous réserve des droits des personnes publiques et privées, en ce qui concerne l'utilisation du domaine public ou de la propriété privée, par le concessionnaire, pour les besoins de son exploitation.

Cette autorisation, délivrée pour une période de 12 ans, et renouvelable pour une période de 6 ans, est subordonnée au versement d'un cautionnement par le concessionnaire, pour garantir ses obligations pécuniaires, et dont le minimum est de 20.000 francs, avec accroissement de 5.000 francs par tranche de 500 domiciles raccordés au-dessus de 1.000.

Elle lui est personnelle et incessible, sauf accord exprès et préalable du Ministre, qui fixe les conditions du transfert.

Il va sans dire que l'autorisation emporte, de la part

du concessionnaire, son adhésion aux mesures de contrôle et au paiement des redevances afférentes.

Enfin, toute suppression d'autorisation, pour violation aux lois, arrêtés et règlements relatifs à la radiodistribution, entraîne, pour le concessionnaire, l'obligation d'enlever son installation.

L'exécution de tous les travaux à effectuer aux installations de radiodistribution, est à la charge et aux frais du concessionnaire. Au cas où celui-ci ne donnerait pas suite aux mesures prescrites, dans le délai indiqué, l'Etat peut effectuer ces travaux aux frais et risques du concessionnaire. L'abonné est responsable des dégâts qu'il a pu causer à l'installation.

D'une manière générale, ces travaux doivent être exécutés conformément aux règles en usage pour la construction des réseaux téléphoniques aériens et souterrains, et toutes les mesures de sécurité sont prises pour que leur construction ne gêne en rien les réseaux déjà existants.

Le concessionnaire est tenu de maintenir, en tout temps, l'installation en excellent état d'entretien et de fonctionnement et d'assurer à l'abonné une excellente audition d'au moins deux programmes, laissés au choix de ce dernier, émis par les stations de l'Institut National Belge de radiodiffusion.

D'autre part, il est interdit, tant au concessionnaire qu'aux abonnés, de raccorder au réseau de distribution un microphone ou tout autre appareil susceptible de trans-

mettre au réseau des signaux ou messages quelconques. Toutefois, le concessionnaire peut obtenir l'autorisation d'utiliser un microphone, aux seules fins d'annoncer le programme, ainsi que les irrégularités de fonctionnement de son exploitation, et ceci sans commentaires ni publicité quelconque.

Enfin, l'installation et le fonctionnement de la radiodistribution ne doivent, à aucun moment, apporter un trouble dans le fonctionnement des installations électriques et radioélectriques de l'Etat et de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, dont le secret des communications doit être obligatoirement assuré.

Des mesures très strictes de contrôle et de surveillance ont été prises, auxquelles le concessionnaire est tenu de se conformer. Il doit tenir, en double exemplaire, un plan cadastral indiquant l'emplacement des antennes, lignes et raccordements. L'Administration des Télégraphes peut en prendre connaissance à tout moment et à sa simple demande.

Un registre, mentionnant le nombre des abonnés, est également obligatoire.

D'autre part, le concessionnaire doit faciliter, à toute heure du jour et de la nuit, le libre accès de son installation aux agents des Téléphones.

Chaque abonné est lié au concessionnaire par un contrat dont les clauses doivent, au préalable, avoir reçu l'approbation du Ministre.

Si l'abonné peut dénoncer le contrat à tout moment, le concessionnaire ne peut y mettre fin que pour l'inexécution, par l'abonné, de ses obligations contractuelles ou légales. L'abonné reste libre de s'abonner simultanément à un autre réseau de radiodistribution, ou de se servir d'un poste récepteur radioélectrique.

Le concessionnaire est tenu d'installer totalement le dispositif et de fournir, au prix du tarif, les appareils récepteurs.

L'Administration des Téléphones a imposé, à chaque domicile raccordé, la redevance prévue par la loi du 20 juin 1930 sur les postes récepteurs radioélectriques, et qui est fixée à 60 francs par an. A la charge de l'abonné, elle est payable entre les mains du concessionnaire, par mois et d'avance; c'est le concessionnaire qui est responsable, vis à vis de l'Etat, de son paiement.

Le concessionnaire est soumis au paiement de la redevance pour chacun des postes-relais amplificateurs, et, sur le poste récepteur central, il doit une taxe de 60 francs, afférente au poste récepteur radioélectrique qu'il est autorisé à desservir.

Tout poste récepteur supporte, en principe, la redevance.

Toutefois, dans les hôtels, pensions de famille et entreprises similaires, raccordés à un réseau de radiodistribution, la redevance annuelle due pour chacun des appartements ou chambres reliés et offerts ou donnés en location,

est fixée à 30 francs. Une seule redevance est exigée pour l'ensemble des écouteurs téléphoniques et hauts-parleurs établis dans les locaux communs, à l'usage des malades et du personnel des hôpitaux, cliniques, sanatoria et maisons de santé; mais cette tolérance ne s'applique pas aux locaux d'habitation privée des médecins et infirmiers et du personnel en général.

Enfin, comme « dispositions particulières », il est stipulé, notamment, que l'établissement et le fonctionnement de la radiodistribution, ainsi que les mesures y relatives prises ou à prendre en application des lois, arrêtés et règlements, ne peuvent, en aucun cas ou à un titre quelconque, engager la responsabilité de l'Etat ni de la régie des Télégraphes et des Téléphones, vis à vis du distributeur, des abonnés ou des tiers.

Comme on le voit, la radiodistribution bénéficie, en Belgique, d'une législation spéciale et bien au point, qui assimile, en quelque sorte, la licence de distribution à domicile à une concession de travaux publics, qu'elle réglemente suivant les mêmes principes.

L'Administration des Postes française, si elle ne régit pas elle-même le service de la radiodistribution en projet, pourrait s'inspirer utilement de cette réglementation.

Ajoutons que, fin juin 1935, le nombre des abonnés aux radio-centrales belges était de 11.000.

Section III

EN HOLLANDE

C'est le même régime qui fonctionne en Hollande, où la radiodistribution, dont les premiers essais datent ici de 1927, est régie par le Radio-Règlement de 1930, qui lui consacre deux chapitres.

Une licence, délivrée pour une durée de 5 ans, est nécessaire, et ne saurait être refusée que si l'installation pour laquelle elle est demandée, est contraire à la sécurité de l'Etat, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

L'installation est à la charge et aux frais du permissionnaire. En aucun cas, elle ne doit entraver l'exploitation des lignes téléphoniques existantes. Le concessionnaire, tenu au versement d'un cautionnement, doit satisfaire à toute demande de raccordement formulée par des tiers et se soumettre au contrôle et aux obligations stipulées par l'Administration des Postes.

Ce contrôle est le même que celui prévu sur les émissions radiophoniques. Il est à la fois préventif et répressif, son objet étant de prévenir tout danger pour la sûreté de l'Etat, l'ordre public ou les bonnes mœurs. Il est exercé par une commission de cinq membres au moins, nommés et révoqués par le Roi, sur la proposition du Ministre du

Waterstaat. A cette Commission sont adjoints des fonctionnaires (contrôleurs de la radiodiffusion), qui sont chargés de l'audition des émissions radiophoniques. Ces fonctionnaires sont nommés, suspendus et révoqués par le Ministre. Le contrôle préventif consiste dans l'examen préalable des programmes. Le contrôle répressif réside dans l'audition des émissions et dans l'enregistrement éventuel de ces dernières sur des disques de cire. L'organisation de radiodistribution intéressée est rendue responsable des émissions qui donnent lieu à des objections de la part de la Commission.

D'autre part, il est interdit au concessionnaire d'ajouter un microphone à son installation, sauf si des communications, strictement relatives à son fonctionnement, sont nécessaires.

Enfin, la retransmission des programmes étrangers ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Ministre. Les motifs susceptibles de provoquer le retrait de la licence sont les mêmes qu'en Belgique.

Il est perçu une taxe annuelle, et par abonné, de 0 florin 50, pour amortir les dépenses résultant du contrôle de l'Etat sur les installations de radiodistribution.

Malgré ces conditions sévères de réglementation — et peut-être même à cause d'elles — la radiodistribution s'est développée rapidement aux Pays-Bas, où l'on compte actuellement 820 radio-centrales, groupant plus de 324.000 abonnés.

Ces centrales appartiennent, en grande nombre, à des particuliers; quelques autres à des municipalités, mais aucune n'est à l'Etat, qui ne fait que les contrôler.

Chaque centrale distributrice est liée par concession et doit faire entendre, entre autres conditions, un temps égal, les deux stations hollandaises (Hilversum et Huizen). Leurs émissions sont captées au moyen d'appareils récepteurs, amplifiées et reproduites, soit à puissance téléphonique, soit à puissance de hauts-parleurs, et transmises par fil à l'abonné.

Cette transmission a lieu en groupes et, pour les grandes distances, avec des sous-centrales où, de nouveau, elle est amenée à des amplificateurs.

L'émission est faite au moyen de fils spéciaux, à raison d'une paire par programme ou 2 paires pour 3 programmes (liaisons multiples).

Dans les émissions faites sur les circuits téléphoniques du réseau, le son ne peut dépasser la puissance des conversations téléphoniques.

Des émissions de ce genre ont lieu à La Haye et à Rotterdam, où il y a actuellement 16.000 abonnés.

Normalement, il est distribué 4 programmes, dont 2 étrangers. Seules, quelques radiocentrales privées ont 5 et 6 programmes. L'abonné fait lui-même son choix, au moyen d'un commutateur. Dans le cas où l'abonné est relié au moyen de fils ordinaires du téléphone, le commu-

tateur est alors commandé par un contacteur installé à la centrale.

L'abonnement, pour chaque abonné, est de 2 florins (20 francs français) par mois. A Rotterdam, le paiement s'effectue par virement.

Au début, la radiodistribution n'avait pas été sans soulever des protestations véhémentes de la part des vendeurs d'appareils. Mais ils ont fini par comprendre qu'il valait mieux collaborer que lutter et leur opposition a cessé, pour le plus grand bien de la radiodiffusion en général. Actuellement, du reste, la vente des appareils est tout entière entre les mains des commerçants; les centrales gérées par les villes elles-mêmes, ne livrant pas les hauts-parleurs.

Section IV

EN GRANDE-BRETAGNE ET EN ECOSSE

Comme la Hollande et la Belgique, la Grande-Bretagne a adopté le régime de la licence, acordée, soit à des compagnies privées, soit à des particuliers, et valabe jusqu'à fin 1936, date à laquelle expire la Charte de radiodiffusion concédée à la British Broadcasting Corporation, et qui fait actuellement l'objet des études d'un Comité de la Chambre des Communes.

L'Administration des Postes ne s'est pas chargée de

gérer elle-même ce nouveau service, qu'elle concède par autorisation, se bornant à tracer les grandes lignes à l'intérieur desquelles il s'organise.

Exceptionnellement, le Directeur Général des Postes (Post Master Général), peut dénoncer la concession, dans chacun des cas suivants :

1) lorsqu'une certaine somme d'argent, due par le concessionnaire au Directeur Général, est restée impayée 21 jours après la date du paiement;

2) lorsque la compagnie concessionnaire de la radio-centrale est déclarée en liquidation judiciaire ou en faillite;

3) enfin, dans le cas de violation ou de non observation, par le permissionnaire, des clauses du cahier des charges.

D'autre part, en cours d'exploitation, le Post Master Général peut, après un avis donné au concessionnaire trois mois au moins à l'avance, exiger qu'il lui soit vendu tout ou partie du matériel de l'installation. La rétribution due au concessionnaire doit être égale à la valeur du matériel à la date d'achat, à l'exclusion de toute indemnité compensatrice. Les litiges qui naissent du fait de cette rétribution sont soumis à un seul arbitre, conformément aux prescriptions de l'Arbitration-Act., de 1889.

En dehors de l'obligation de verser une redevance annuelle à l'Administration, le concessionnaire est astreint à de rigides obligations. C'est ainsi qu'il ne peut employer la station que pour la réception des programmes. Si tout

autre message est reçu accidentellement par la station, il ne doit pas le communiquer, ni laisser prendre connaissance de son contenu, de son origine, de sa destination, de son existence, ou même de sa seule réception, à toute personne autre qu'un fonctionnaire dûment autorisé du Gouvernement.

De plus, le concessionnaire ne peut recevoir, des abonnés, d'autre somme d'argent ou leur équivalent que le paiement du prix de l'abonnement pour la distribution de programmes ou de messages reçus par la station. Il est tenu, également, de ne faire usage des fils qui relient la radio-centrale aux abonnés ou d'en autoriser l'emploi, que pour la réception des programmes par les abonnés. Lui-même ne peut émettre aucun programme ou message, ni distribuer aux abonnés aucun programme contenant de la propagande politique, sociale ou religieuse, reçu par la station et provenant de postes situés en dehors de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Le concessionnaire doit, d'autre part, tenir un registre des messages reçus à la station et transmis aux abonnés durant 24 heures, en indiquant les noms des stations émettrices, ainsi que l'heure de réception. De même, il doit notifier au Directeur Général, dès les premiers jours du mois, les nouveaux abonnés du mois antérieur. A l'expiration de l'abonnement, il doit supprimer immédiatement la communication entre la radio-centrale et la demeure de l'abonné.

Enfin, l'Administration s'est employée à sauvegarder les intérêts des usagers de la T. S. F., comme ceux des usagers de la radiodistribution. Si la radio-centrale produit des interférences dans le fonctionnement d'une station de T. S. F., le concessionnaire a l'obligation de déplacer les fils conducteurs, auteurs de cette gêne. Tous les appareils employés par la station et en service chez l'abonné, doivent être de fabrication anglaise. L'intérêt général, non plus, n'a pas été perdu de vue : le concessionnaire doit fournir, d'abord, tous les renseignements nécessaires aux fonctionnaires du contrôle; enfin et surtout, le Directeur Général a le droit, en cas de danger, de diriger la station et d'en faire prendre possession, « au nom et pour le compte de Sa Majesté », ou même de la déplacer. Le concessionnaire n'a droit à aucun recours ni dédommagement contre l'exercice, par le Directeur Général de cette clause.

Déjà, on remarque, en Angleterre, la préférence marquée du public pour la radio-fil, et ce système de distribution à domicile y a pris un grand développement. On comptait, en effet, fin juin 1935, 204.475 abonnés aux radio-centrales, au nombre de 318.

En Ecosse, une société au capital social d'environ 1 million de livres sterling, est sur le point de se constituer, pour l'exploitation d'un service de radiodistribution. Actuellement, la loi anglaise ne permet pas une telle concession à une société qui se prolongerait au delà de la fin de 1936, époque à laquelle, comme il a été dit, vient à expi-

ration la Charte de la British Broadcasting Corporation. Des démarches sont faites afin d'amener le Gouvernement à obtenir du Parlement un vote spécial lui permettant d'accorder à cette société un privilège pour une période plus longue.

Le projet d'organisation prévoit l'installation d'un certain nombre de puissantes centrales de réception et de distribution. Le système adopté repose sur le principe de la téléphonie à courant porteur ou à haute fréquence, qui permet de transmettre, sur une seule ligne électrique, 6 programmes simultanément, sans nuire au fonctionnement normal de celle-ci. Dans la pratique, on se propose d'utiliser, pour la distribution, les réseaux ordinaires de courant de lumière.

Dans cet ordre d'idées plus général, une proposition de loi a été déposée à la Chambre des Communes, tendant à autoriser les Compagnies de distribution d'électricité à retransmettre, sur leurs réseaux lumière, les émissions des postes de radiodiffusion.

Cette innovation dispensera les sociétés exploitant les services de radio-fil, déjà nombreux en Angleterre, d'installer, pour les besoins de leur organisation, des fils aériens qui, dans certains cas, peuvent nuire à l'esthétique des villes. Ces sociétés, qui opèrent en vertu d'arrangements passés avec les autorités locales et avec l'assentiment du Directeur Général des Postes, seront toujours

tenues d'obtenir de celui-ci une licence et elles fonctionneront sous le contrôle du Post-Office.

Des expériences, qui ont eu lieu à Liverpool, ont montré que le système de retransmission sur lignes du réseau d'électricité, fait disparaître les interférences causées par les tramways, ascenseurs, moteurs et autres appareils électriques, et assure une réception d'une pureté parfaite.

Il semble donc que la Grande-Bretagne toute entière s'oriente rapidement vers la radiodistribution, qu'elle apprécie de plus en plus.

Enfin, il est à remarquer que si l'Administration des Postes s n'a pas pris l'initiative de gérer elle-même un tel service, elle n'apporte pas moins ses plus grands soins à le réglementer dans l'intérêt de tous, Etat et usagers, et on ne voit pas pourquoi un tel système, entouré de garanties et ne lésant les intérêts d'aucuns, n'aurait pas également sa place dans notre pays.

Section V

LES PAYS NOUVELLEMENT VENUS A LA RADIODISTRIBUTION

Dès la fin de 1934, l'Allemagne s'est également orientée vers la distribution par lignes téléphoniques (1). L'Admi-

(1) Le nombre des réseaux téléphoniques urbains équipés pour la radiodiffusion est, actuellement, de 230 ; les abonnés à la radiodistribution, non abonnés au téléphone, sont reliés à un circuit d'écoute spécial.

nistration des Postes a fait l'essai, à Berlin, d'un nouveau système de radiodistribution sur fil. Les résultats ayant donné satisfaction, l'expérience a été reprise en province, sur une vaste échelle.

Le système à l'étude diffère à la fois de celui qui a été mis en application en Grande-Bretagne dans les centraux de radiodistribution et de celui qui a été adopté en Suisse par l'Administration des Téléphones.

Il consiste à transmettre sur les circuits des câbles téléphoniques 3 programmes de radiodiffusion, sur des longueurs d'ondes comprises entre 1.000 et 2.000 mètres, de telle sorte que chacun des abonnés au téléphone puisse recevoir l'une des 3 émissions au moyen d'un appareil radiorécepteur ordinaire, branché sur la ligne.

Nous avons vu que l'Administration des Téléphones Suisses a, elle aussi, étudié cette combinaison d'appareils radiophoniques ordinaires branchés sur une ligne téléphonique; elle a, d'ailleurs, depuis, effectué des essais probants.

Ce système est très économique : les appareils de transmission sont d'un coût peu élevé et n'entravent en rien l'échange des communications téléphoniques sur une ligne d'abonné, pendant les heures mêmes où elle est utilisée pour l'audition de la Radio; d'autre part, le poste récepteur employé n'ayant rien de spécial, peut être utilisé alternativement sur antenne pour la réception ordinaire, ou sur ligne d'abonné; enfin, et ce n'est pas négli-

geable, les intérêts des fabricants d'appareils ne sont pas touchés.

Pour ce qui concerne les conditions d'exploitation, le titulaire d'une licence a la faculté de rattacher à son installation des dispositifs d'audition à l'usage de personnes vivant en communauté avec lui et qui ne sont pas elles-mêmes titulaires de licences. Cette disposition vise également les sous-locataires et les hôtels, y compris les locataires ou pensionnaires d'hôtels, pensions de famille, hôpitaux, à condition qu'ils n'aient pas de demeure distincte et séparée.

Le titulaire peut aussi rattacher à son installation des dispositifs d'audition à l'usage de personnes qui résident dans une autre demeure, à condition qu'une de ces personnes au moins par demeure soit titulaire d'une licence, et il est tenu d'en faire la déclaration. Cette faculté ne peut être utilisée, par un abonné, que pour 10 « rattachements » au maximum. Lorsque ce nombre est dépassé, l'ensemble de l'organisation est considérée comme appartenant à la catégorie des postes centraux de radioréception, qui sont soumis à des conditions spéciales.

Comme on le voit, l'Allemagne s'est largement inspirée de l'expérience suisse, tant au point de vue de la structure du réseau que de celui de la réglementation. La faculté qu'a le titulaire d'une licence, de faire bénéficier des émissions par fil d'autres personnes, peut être, en effet, rapprochée du système suisse des raccordements

collectifs et par groupes; elle montre quelle importance attachent les gouvernements suisse et allemand au côté social de la distribution par fil, et leur désir de voir faire entrer la T. S. F. dans tous les foyers.

Auparavant, l'Allemagne, comme l'Italie et la Norvège, avait essayé de répandre la radiodiffusion parmi les classes laborieuses et pauvres. A la suite d'un accord conclu entre le Gouvernement et les représentants de l'industrie radioélectrique, ceux-ci s'étaient engagés à fabriquer et à placer sur le marché, à un même prix de détail, aussi bas que possible, un appareil radio-récepteur d'un modèle populaire établi sur le même schéma et d'après des spécifications uniformes.

La Pologne vient, à son tour, d'adopter l'idée du poste populaire. « L'Union des Entreprises Electrotechniques », d'accord avec la Société de Radiodiffusion Polonaise et le Ministre des Postes, a fait établir, par l'Institut d'Etat du Téléphone, à Varsovie, un modèle d'appareil radiorécepteur populaire à 2 lampes, avec haut-parleur et fabriqué par les industriels titulaires d'une licence, qui devront le vendre au prix de 140 zlotys, soit 400 francs environ.

Ce serait faire injure à l'Industrie radioélectrique française que de la supposer incapable de réaliser, à d'aussi bonnes conditions de bon marché, de semblables appareils, qui rendraient presque inutile la distribution

par fil à domicile; néanmoins, la question des parasites ne serait pas résolue.



Aucune législation semblable à celle de Belgique ou de Grande-Bretagne n'existait, jusqu'à l'année dernière, en **Espagne**. Mais, par l'ordonnance du 5 décembre 1934, le Directeur Général des Télécommunications a promulgué un certain nombre de dispositions, aux termes desquelles une concession pourra être octroyée à toute personne ou société qui adressera à la Direction Générale des Télécommunications une demande aux fins d'établir une station centrale pour la distribution des programmes radiodiffusés et une autorisation sera également nécessaire pour permettre le transfert des concessions accordées.

Cette autorisation ne constitue pas un monopole d'exploitation, d'autres particuliers ou sociétés pouvant être autorisés dans une même localité.

Les principales stipulations à observer par les permissionnaires sont les suivantes : interdiction leur est faite d'utiliser des circuits conducteurs d'énergie électrique et ceux appartenant à la Compagnie Téléphonique d'Espagne, obligation, pour les abonnés, de payer aux radio-centrales une taxe qui soit être la même que celle de l'abonné à la radiodiffusion; enfin, obligation, pour le concessionnaire, de distribuer à l'abonné deux programmes au moins.

On assiste également, aux **Etats-Unis**, aux premiers essais de radiodistribution. Le Waldorf-Astoria, le plus grand et le plus fameux hôtel de New-York, sinon de tous les Etats-Unis, avait déjà une distribution de radio dans deux mille chambres et dans tous les halls. Il vient d'y ajouter un équipement spécial pour la réception de la radiodiffusion mondiale sur ondes courtes. Les antennes se trouvent à 20 mètres au-dessus du sol et les panneaux des récepteurs et distributeurs, véritable centrale radio-électrique, ont plus de quinze mètres de long.

Un organisme américain vient encore de commencer, à Claveland, l'exploitation d'une installation d'essai, comprenant 200 récepteurs, auxquels les programmes sont transmis par les circuits de la Compagnie locale d'énergie et de lumière électriques. Les personnes auxquelles les récepteurs ont été distribués, n'acquittent aucune taxe, étant donné qu'il ne s'agit, pour le moment, que d'une expérience préliminaire. Les abonnés peuvent choisir entre trois programmes distincts, et une installation à cadran, commandée par l'auditeur au moment où il opère son choix, permet à la station émettrice de se rendre compte du nombre de récepteurs prenant tel ou tel programme.

Il n'est pas douteux que, par la suite, le Gouvernement interviendra pour fixer le statut de la distribution par fil.

Le Gouvernement soviétique a compris quel admirable instrument d'éducation, sur les masses, était la Ra-

dio-distribution. Le nouveau réseau, réglementé par un arrêté du 13 mars 1934, est déjà très important. Il existe actuellement, en Russie, 4.600 stations centrales, dont 2.900 appartiennent au Commissariat du Peuple; 400 sont établies dans des entreprises collectives de travail, et plus de 300 dans les fabriques. Pour 1935, il était prévu la construction de 500 nouvelles stations de radio-distribution.

DEUXIEME PARTIE

LA RADIODISTRIBUTION EN FRANCE

Ainsi, donc, à l'étranger, la Radiodistribution ne cesse de se développer. Dans notre pays, le stade, d'ailleurs très restreint, des expériences, n'a pas été dépassé, et jusqu'à ces temps derniers, les pouvoirs publics s'étaient désintéressés de la question. Seules quelques installations privées ont été réalisées, à Paris notamment.

En 1933, la municipalité de Tourcoing avait autorisé, dans les immeubles à appartements de l'Office municipal d'habitations à bon marché, l'installation d'un appareil récepteur des émissions radiophoniques et une distribution par fil chez les locataires qui en faisaient la demande, avec diffuseur dans l'appartement de chacun d'eux. Il était dû une redevance de 5 francs par an et par abonné pour marquer la précarité de l'autorisation.

Mais une pétition tendant à l'installation en travers d'une rue, et sous chaussée, d'une canalisation destinée à fournir des auditions de T.S.F. aux habitants des im-

meubles voisins, n'avait pas reçu l'agrément de l'administration des P.T.T. qui, s'abritant derrière la législation en vigueur, avait répondu « qu'un tel service auquel les dispositions du décret-loi de 1851 sur le monopole et la police des lignes télégraphiques sont applicables, n'est pas autorisé en France ». Cependant, elle faisait connaître que ce genre d'installations était à l'étude.

Pour le même motif, l'administration des P.T.T. n'a pas, non plus, autorisé l'essai de radiodistribution que la commune de Villeurbanne a voulu tenter en 1934. L'installation, bien que réalisée, n'a pu fonctionner, faute d'autorisation, et aussi en raison de l'opposition du Syndicat des P.T.T., défenseur du monopole, et des industries radioélectriques qui voyaient leurs intérêts menacés.

Mais en présence de ces demandes et d'autres assez pressantes, l'administration des P.T.T. s'est décidée à confier l'étude de la question à une Commission spéciale chargée d'élaborer un statut de Radiodistribution.

Car ce système de diffusion soulève, en l'état de la Législation actuelle, des problèmes d'ordre juridique, politique et fiscal qu'il importe d'abord de résoudre, et que la Commission a effectivement solutionnés.

Nous allons examiner successivement chacun de ces problèmes.

CHAPITRE PREMIER

LES QUESTIONS DE PRINCIPE QUE SOULEVE LA RADIODISTRIBUTION

SECTION I

LA RADIODISTRIBUTION FAIT-ELLE PARTIE DU MONOPOLE TELEGRAPHIQUE, TEL QU'IL EST DEFINI PAR LE DECRET-LOI DE 1851?

« Le monopole télégraphique n'est, au fond, qu'une variété du monopole général des moyens d'échange des correspondances (1) ». L'Etat avait cru s'en réserver la totalité en instituant le monopole postal à une époque où on ne prévoyait pas plus l'utilisation du télégraphe que celle du téléphone et de la T.S.F. comme moyens d'échange de correspondance.

Pendant longtemps, le Gouvernement jouit d'un monopole de fait ; mais, vers 1830, des particuliers revendiquèrent la faculté d'établir des téléphones privés. Le Gouvernement d'alors, qui faisait du télégraphe un ser-

(1) Ricard ; Contentieux des P.T.T.

vice de la police, ne pouvait que mal accueillir cette idée. Aussi, pour fortifier sa situation, se décida-t-il à convertir ce monopole de fait en monopole de droit par la loi des 2 et 6 mai 1837, ainsi conçue : « Quiconque transmettra, sans autorisation, des signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende 1.000 à 10.000 francs. L'article 463 du Code Pénal est applicable aux dispositions de la présente loi. Ce tribunal ordonnera la destruction des postes, des machines ou moyens de transmission ».

Les préoccupations gouvernementales qui avaient inspiré ce texte, ressortent nettement des travaux préparatoires.

Ce texte soumettait donc à l'obligation d'une autorisation gouvernementale toute transmission de signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques, soit par tout autre moyen. Le décret-loi du 27 décembre 1851, qui constitue le texte fondamental en matière de monopole télégraphique, ne fait que reprendre et consacrer les prescriptions de la loi de 1837 : « Aucune ligne télégraphique ne peut être établie ou employée à la transmission des correspondances que par le gouvernement ou avec son autorisation ».

C'est donc, en définitive, « la nécessité de l'auto-

risation qui manifeste le monopole de l'Etat (1) », quand celui-ci n'exploite pas lui-même, et ceci en toute matière télégraphique.

Aussi bien, l'administration des Postes estima-t-elle, dès le développement de la radiodiffusion, que le décret-loi du 27 décembre 1851 était applicable à l'émission et à la réception des signaux radio-électriques. Cependant, des controverses juridiques ne tardèrent pas à s'instituer sur le point de savoir si cette législation pouvait s'étendre à tous les moyens offerts par la radio-électricité pour l'échange des signaux à distance, radiotélégraphie et radio-diffusion présentant, il est vrai, des différences sérieuses dans leurs buts, au point de vue social. Ces différences, d'ailleurs, sont indiquées nettement dans le projet de loi sur le régime de la radiodiffusion, déposé à la Chambre le 28 mai 1929, et plus connu sous l'appellation du « projet Germain-Martin ».

Après avoir souligné que ces moyens de communication résultent de procédés techniques semblables, le projet dit : « La radiotélégraphie constitue un moyen de communication entre des personnes déterminées ; expéditeur et destinataire sont connus. La radiodiffusion, au contraire, implique une émission qui, partie d'un point déterminé, sous l'action d'un auteur facile à identifier, va atteindre le public de toute une région,

(1) Ricard ; Contentieux des P.T.T.

de toute une nation dont il est impossible de préciser les éléments ». La radiodiffusion a donc des analogies avec la presse.

Déjà M. Sandermont (1) avait dit que « ce n'est pas à l'envoi d'une lettre, à un message télégraphique, à une communication téléphonique ou radiotéléphonique, aux correspondances proprement dites groupées sous les initiales P.T.T. qu'est assimilable la radiodiffusion, c'est plus exactement au journal, au livre, au théâtre, Si le journal, le livre, sont des modes de communication de la pensée, il n'a jamais été question d'étendre le monopole des communications à ce domaine. Nous entendons seulement, par ces observations, signaler que le régime du monopole d'Etat, depuis longtemps établi et accepté en ce qui concerne les communications postales, télégraphiques et téléphoniques, ne s'étend pas automatiquement à la radiodiffusion ».

Cette thèse n'a pas prévalu. Elle était condamnée par les travaux préparatoires de la loi de 1837. Celle-ci, comme le décret-loi de 1851, prohibe la transmission sans autorisation de signaux d'un lieu à un autre, par n'importe quel moyen. « La généralité des termes ne permet d'introduire aucune distinction dans la nature des signaux, dans le genre d'appareils au moyen desquels ces signaux sont transmis, ni même expressément

(1) M. Sandermont : « La Radiophonie et le Droit »,

dans la nature de la communication transmise (1) ». La radiodiffusion rentre normalement dans le champ du monopole télégraphique de l'Etat.

Aussi, l'administration, devant le développement rapide des postes privés, craignant de voir s'établir des agences privées cherchant à se substituer à l'Etat pour la transmission radioélectrique des correspondances, proposa-t-elle l'insertion dans les loi des finances de l'exercice 1933, d'une disposition rendant expressément applicable à la T.S.F., le décret-loi du 27 décembre 1851, et qui fait l'objet de l'article 85 de la loi du 30 juin 1923. « Les dispositions du décret-loi du 37 décembre 1851, relatives au monopole et à la police des lignes télégraphiques sont applicables à l'émission et à la réception des signaux radioélectriques de toute nature ».

Il est sans conteste que la radiodistribution intéresse le monopole télégraphique. En effet, les radio-centrales procèdent à des transmissions : « Les dispositifs permettant l'audition, casques et hauts-parleurs sont isolés, incapables de capter les émissions ; ils ne peuvent être utilisés que reliés au poste central qui, avec ses organes de détection et d'amplification est un organe distributeur (2) ». Il y a bien là une « distribution d'un lieu à un autre » qui tombe sous le coup des prescrip-

(1) M. Ricard ; Contentieux des P.T.T.

(2) Rapport de M. Marcombes (J. O. 1934 ; Documents parlementaires).

tions de la loi de 1837 et des textes postérieurs. Un avis du Conseil d'Etat, en date du 20 mars 1890, émis au sujet des lignes télégraphiques d'intérêt privé et commentant la loi de 1851, autorise cette solution. Le Conseil d'Etat avait à répondre à trois questions :

1° « L'autorisation, prévue par la loi du 2 mai 1837 et le décret du 27 novembre 1881, d'établir et d'utiliser une ligne télégraphique ou téléphonique d'intérêt privé, doit-elle être demandée dans tous les cas ? »

2° « N'y a-t-il pas lieu, à cet égard, de distinguer entre les lignes établies dans l'intérieur d'une même propriété close ou non close, et celles qui sortent de cette propriété en un point quelconque de leur parcours ? »

3° « La même distinction ne doit-elle pas être faite au point de vue de la perception d'usage, autrement dit, la perception du droit d'usage est-elle toujours la conséquence obligatoire du droit d'autorisation ? »

Voici les considérants :

« Considérant que le droit, pour l'administration, d'autoriser l'établissement des lignes télégraphiques ou téléphoniques et, d'autre part, son droit de percevoir à cette occasion des redevances fiscales sont corrélatifs d'une façon absolue, considérant que les raisons d'ordre politique et financier sur lesquelles repose le monopole d'Etat en matière télégraphique et téléphonique et qui

ont motivé les lois édictant ce monopole supposent et comportent l'éventualité de la transmission de la correspondance proprement dite ; que cette notion de correspondance est étrangère aux communications qui peuvent s'échanger entre personnes habitant une même propriété, close ou non close, sans que le mode de communication employé emprunte la voie publique ou des propriétés tierces ; que, en matière de correspondance, avec des conséquences fiscales et de police, ce monopole d'Etat ne saurait concerner que les actes et les relations en quelque sorte extérieures des citoyens entre eux ; qu'au delà de ce point, le monopole de l'Etat deviendrait illimité et s'étendrait aux actes de la vie domestique et familiale, à raison de signaux, avertissements et communications qu'elle peut comporter ; qu'une telle extension serait non moins contraire aux principes fondamentaux sur lesquels repose la législation spéciale à la matière, qu'aux convenances et aux nécessités de la pratique ;

» Est d'avis qu'il y a lieu de répondre au Ministre du Commerce dans le sens des observations qui précèdent ».

Des textes cités et des considérations qui précèdent, on peut conclure :

« 1° Que les organisations dont les liaisons électriques traversant soit la voie publique, soit des proprié-

tés tierces, tombent sous le coup du décret-loi de 1851 sur le monopole télégraphique.

» 2° Que, même à l'intérieur d'une propriété close, toute entreprise destinée à permettre des émissions de radiodiffusion aux divers propriétaires ou locataires d'un même immeuble ou groupe d'immeubles constitue une infraction au monopole justifiant l'intervention de l'administration.

» 3° Que, cependant, la distribution d'émissions par l'intermédiaire de hauts-parleurs ou d'écouteurs supplémentaires peut avoir lieu sans qu'il y ait infraction au monopole, lorsque cette distribution est faite dans les lieux où s'écoule normalement la vie domestique et familiale, pour les membres d'une même famille ayant un lien direct de parenté avec le chef de famille et vivant sous son toit (1) ». Ainsi, il semble bien qu'en matière de radiodistribution, comme en radiodiffusion ou télégraphie, une autorisation soit nécessaire pour l'exploitation du service, lorsque l'Etat s'abstient lui-même. Le pétitionnaire d'une entreprise de radiodistribution sera donc tenu de demander l'autorisation à l'administration et de souscrire à toutes les clauses du cahier des charges qui y sera annexé.

Cette solution est, d'ailleurs, conforme à la réglementation des lignes télégraphiques d'intérêt privé, ins-

(1) Rapport de M. Marcombes déjà cité.

tituée par la loi de 1878. Ces lignes, étrangères au réseau de l'Etat, mais subordonnées à son autorisation, sont divisées en deux catégories : celles qui relient des établissements privés au réseau de l'Etat et celles qui relient entre eux divers points d'un même établissement privé ou plusieurs établissements privés appartenant soit à un même permissionnaire, soit à plusieurs permissionnaires co-intéressés.

Les lignes de radiodistribution, à partir d'une radio-centrale rentrent dans cette deuxième catégorie. Or, conformément à la loi de 1878, ces dernières peuvent être construites par l'Etat et rester sa propriété, ou bien, leur construction peut-être abandonnée aux permissionnaires eux-mêmes dans le cas seulement où elles ne présentent aucun intérêt au point de vue du réseau général et ont une longueur n'excédant pas 5 kilomètres. Mais, dans les deux cas, l'autorisation de l'administration est nécessaire et comporte paiement d'une redevance pour droit d'usage. Le Conseil d'Etat, dans un arrêté de 1900 a confirmé le lien de droit qui rattache le régime général des lignes d'intérêt privé à celui du monopole télégraphique.

A son tour, le législateur a rappelé cette filiation dans l'article 23 de la loi de finances du 30 juillet 1913, ainsi conçu : « Les lignes télégraphiques ou de signaux fonctionnant en dehors du réseau de l'Etat sont toujours soumises aux dispositions édictées en vertu du monopole

télégraphique. En conséquence, même quand leur établissement est obligatoirement imposé par l'autorité publique pour l'exploitation d'une entreprise quelconque, quel que soit l'objet en vue duquel ces lignes ont été établies ou la nature des communications échangées, cet établissement est subordonné à l'autorisation préalable prévue par le décret du 27 décembre 1851 (1). D'ailleurs, il est dans l'intention du législateur de consacrer ce principe : l'article premier du projet de loi, relatif à l'organisation de la télédiffusion, déposé sur le Bureau de la Chambre, le 21 juin 1935, stipule, en effet, que « la télédiffusion, mode particulier et prolongement de la radiodiffusion, est dans le domaine du service assuré par l'administration des P.T.T., tel qu'il est défini par le décret-loi du 27 décembre 1851 et l'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923 en matière de correspondance électrique ou radioélectrique ».

Mais déjà, des controverses s'allument. Si la Télédiffusion fait partie intégrante du monopole télégraphique, l'administration a-t-elle le droit de céder elle-

(1) C'est ce qui a lieu en fait ; toutefois, sont exemptés de tout droit d'usage :

1°) les lignes d'intérêt privé reliées à un bureau de l'Etat sur lesquelles la transmission des correspondances donne lieu à la perception de la taxe intégrale ;

2°) les réseaux d'intérêt privé qui ont pour objet un service public, municipal ou qui leur sont assimilées ;

3°) les fils des sociétés de tir et des hospices ;

4°) les fils destinés à l'éclairage électrique ou à la transmission de la force motrice (Instruction générale sur le service des P.T.T.).

même à des particuliers une partie de ses prérogatives, ou bien doit-elle exploiter le nouveau service en régie ?

Certains suspectant les intentions du Gouvernement, voient dans la concession de ce service, une entorse aux prérogatives du Parlement et parlent d'un nouveau contrat Deschamps, « d'une nouvelle forfaiture ». Le Syndicat des Agents des P.T.T. est obsolument opposé aux concessions de radiodistribution. Il n'admet cette dernière que si elle est entièrement entre les mains de l'Administration qui, non seulement construirait les lignes nécessaires, mais fournirait les appareils récepteurs. Toutefois, en cas de fourniture de ceux-ci par l'industrie privée, au choix de l'abonné, ces appareils devraient être soumis au contrôle préalable de l'administration.

Cette thèse ne peut être défendue : concéder une autorisation n'a jamais signifié abandon de monopole. L'administration, en concédant l'exploitation de ce nouveau service à des tiers, particuliers ou sociétés, ne fera que se conformer aux règles du décret-loi de 1851 qui prévoit des cessions sur le monopole télégraphique.

Du reste, dans les pays étrangers où fonctionne la radiodistribution, gérée comme monopole d'Etat, par l'administration des P.T.T., celle-ci, comme on l'a vu, concède à des sociétés ou particuliers, des licences de

radiodistribution, placées directement sous son contrôle et, par suite, étroitement surveillées. Ce régime ne paraît pas s'être heurté à beaucoup de difficultés.

SECTION II

LA LOI DE FINANCES DU 31 MAI 1933 S'APPLIQUE-T-ELLE IPSO-FACTO AUX APPAREILS RECEPTEURS DE RADIODISTRIBUTION ?

En fait comme en droit, la radiodistribution s'incorpore donc naturellement dans le monopole télégraphique. Mais elle soulève également deux questions connexes : d'une part, une question de principe : l'administration des Postes peut-elle appliquer aux abonnés de la radiodistribution les taxes perçues sur les postes à lampes et prévues par la loi de finances de 1933, et, d'autre part, une question de finance propre et d'économie générale, n'est-elle pas préjudiciable aux intérêts du Trésor ?

A la faveur de l'article 109 de la loi de finances du 31 mai 1933, qui institue une redevance sur les postes à cristal et aussi sur les postes autres que ces derniers lorsqu'ils sont détenus par les particuliers, il apparaît

assez logique d'appliquer cette même taxe aux appareils récepteurs de radiodistribution, d'autant plus que l'article 19 de la loi de finances du 24 décembre 1934 dispose que « les postes privés radioélectriques de réception visés au dernier alinéa de l'article 7 du décret-loi du 28 décembre 1926 et destinés à recevoir des correspondances particulières, sont passibles, au même titre que les postes privés radioélectriques d'émission des trois première catégories définies par l'article 9 du même décret, d'une redevance annuelle pour droit d'usage ». Le même texte prévoit que « le taux de cette redevance et ses modalités d'application seront fixés par décret ».

Il ne s'agit, en effet, ici, que de l'extension de l'usage d'un récepteur spécial dont les dispositifs, hauts-parleurs ou casques, doivent être considérés comme autant de récepteurs passibles de la taxe d'usage.

Pour garantir les intérêts du Trésor, la taxe, dans le cas de locaux d'habitation pourrait être perçue directement sur les abonnés dont la liste serait obligatoirement fournie à l'administration par le permissionnaire de la radio-centrale.

Dans le cas d'hôtels ou de meublés, l'administration devrait récupérer la taxe sur le logeur qui serait tenu de déclarer le nombre de récepteurs desservis par le poste central.

Il est à remarquer que ce mode de perception est en vigueur en Belgique, Hollande et Suisse.

Cependant, il ne semble guère que l'on puisse se passer de l'intervention du législateur, le Parlement ayant à différentes reprises manifesté le désir d'être saisi des questions intéressant la radiodiffusion au point de vue budgétaire.

Il suffirait donc d'un texte bref, conforme au but à atteindre qui, en même temps qu'il consacrerait les ressources de la radiodistribution, réglerait la question du monopole.

C'est ainsi que le projet de loi relatif à la télédiffusion prévoit, dans son article 2 une taxe annuelle de 50 fr. par poste récepteur.

Cette disposition aura d'heureuses conséquences. Les pétitionnaires de radiodistribution se prévalent, en effet, du même article 109 de la loi de finances de 1933, qui est muet sur la télédiffusion, pour soutenir que la taxe de 50 fr. ne peut être appliquée, soit à la radio-centrale, soit aux postes récepteurs.

On voit que cette solution avait été admise, à quels déboires financiers courait l'Etat. Celui-ci, déjà privé de la taxe de 50 fr., n'aurait plus à percevoir l'impôt qui frappe actuellement les lampes de T.S.F. à l'importation ou à la production, puisque les appareils récepteurs de télédiffusion sont de simples hauts-parleurs sans lampes. D'autre part, la fabrication d'un tel appareil est

beaucoup plus simple et moins onéreuse que celle d'un appareil ordinaire et il en serait résulté un abaissement sensible dans le produit des impôts sur le chiffre d'affaires, sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les salaires.

Enfin, la situation du concessionnaire méritait une attention particulière, du fait que celui-ci détiendrait un appareil récepteur et distributeur.

Aussi, le cahier des charges élaboré par la Commission, prévoit-il justement une redevance due par le permissionnaire et qui correspond à trois éléments. D'une part, « Il sera perçu une redevance correspondant à la taxe due pour tout appareil récepteur de radiodiffusion. Les postes récepteurs fonctionnant dans la radio-centrale sont ainsi assimilés aux postes installés dans les salles d'audition payantes qui sont frappées d'une taxe annuelle de 200 francs. A cette première redevance s'en ajoutera une seconde qui compensera la perte éprouvée par l'Etat du fait de l'absence de lampes dans les postes récepteurs. Enfin, une dernière taxe sera imposée pour compenser les moins-values des impôts résultant de la radiodistribution (1) ».

Le produit de la taxe sur les lampes de réception, instituée par l'article 109 de la loi précitée, s'est élevé à 13 millions 704.405 francs pour l'exercice 1934 ; à cette

(1) Travaux de la Commission.

date, le nombre de postes radiorécepteurs déclarés était de 1.996.999 et le montant de la taxe radiophonique de 50 francs pour les même exercice s'élevait à 83 millions 383.632 francs.

La Commission de radiodistribution a évalué la perte de l'Etat sur le produit de la taxe des lampes de 20 à 30 millions pour une période de six années, et on ne peut escompter que l'impôt de 20 % prélevé sur le montant des abonnements puisse compenser cette perte sèche, tout au moins durant les premières années. Notons que l'administration des P.T.T., dans son projet de loi, ne prévoit pas cette taxe de 20 %, se réservant elle-même de gérer le service.

Quant aux redevances de radiodiffusion, le produit n'en semble pas devoir être affecté par la radiodistribution, du fait que tout abonné à la distribution serait contraint de payer la redevance annuelle de 50 francs, prévue par la loi de finances du 31 mai 1933.

(J. O. 1935. Documents parlementaires, p. 1.287).

Seule, cette solution pouvait être envisagée. On ne peut concevoir, en France, surtout actuellement, un réseau de télédiffusion qui vienne aggraver le déficit budgétaire. Grâce à ces taxes, qui sont modérées, il est permis de penser que les ressources de la radiodistribution permettront un meilleur aménagement du réseau de la radiodiffusion, par suite de l'augmentation du nombre d'abonnés, comme on peut le constater à l'étranger.

SECTION III

**DROITS D'AUTEURS
ET PROPRIÉTÉ COMMERCIALE
DANS LA RADIODISTRIBUTION**

Avec la question des droits d'auteurs et de la propriété commerciale des émissions, on aborde la dernière question de principe que soulève la radiodistribution, tout comme la radiodiffusion. Actuellement, l'Etat verse annuellement une somme forfaitaire à la Société des Droits d'Auteurs. Les droits d'auteurs, en effet, ne semblent pas être contestés en matière de radiodiffusion, et « c'est sur la base de la reconnaissance de ces droits que les accords sont intervenus entre les exploitants des émissions radiophoniques et les auteurs (1) ». L'Union Internationale de Radiodiffusion avait, dans une séance de son Conseil, en 1926, émis le vœu que « l'exercice des droits d'auteurs ne pouvait se justifier vis-à-vis des exploitants d'émissions qu'en leur qualité d'intermédiaire entre les auteurs et les usagers qui bénéficient des émissions, les redevances à payer aux auteurs devraient être basées

(1) Conseil de l'U.I.R., 1926.

sur un pourcentage de la part nette des recettes revenant aux sociétés d'émissions sur les redevances perçues sur les auditeurs (1) ».

Le décret du 21 novembre 1926, dans ses articles 14 et 17, a consacré ce principe : « Les groupements et les collectivités auxquels sont confiés la composition et la réalisation des programmes radiophoniques, sont tenus de respecter les droits de la propriété littéraire et artistique ».

Le droit d'auteur a également été reconnu par la jurisprudence. En 1927, le Tribunal de Marseille, dans un procès entre le Directeur général des P.T.T. de Marseille et la Société des Auteurs, le motivait ainsi :

« Attendu que les termes de l'article 428 du Code Pénal sont énonciatifs et non limitatifs, tant en ce qui concerne la qualité des personnes désignées sous le titre de directeurs ou entrepreneurs de spectacles, qu'en ce qui a trait aux modes de reproduction des œuvres représentées ; qu'en effet, la loi entend protéger l'œuvre elle-même par les moyens les plus efficaces contre tous les procédés de reproduction, non seulement ceux qui étaient mis en pratique au moment de l'élaboration de son texte, mais aussi ceux que les découvertes artistiques ou industrielles multiplient de jour en jour ; qu'ainsi l'administration des P. T. T. n'est pas plus fon-

(2) Conseil de l'U.I.R., 1926.

dée à s'emparer de la pensée pour la radiophoner qu'elle ne serait fondée pour l'imprimer, la représenter au théâtre ou la cinématographier ; que la radiophonie est un moyen d'expression littéraire ou artistique et qu'elle enfreint les lois qui protègent la propriété intellectuelle quand elle transmet des œuvres sans en rémunérer les auteurs, l'article 428 ayant pour but d'assortir d'une sanction pénale les dispositions de l'article 3 du décret du 19 janvier 1791 se propose essentiellement de protéger la propriété de tous les ouvrages de l'esprit qui peuvent être produits devant le public sous une forme quelconque ; que la seule préoccupation pour le tribunal doit être de rechercher si ce mode de reproduction par radiophonie est caractérisé par la publicité, élément essentiel à la perpétration du délit de représentation illicite ; attendu que l'audition radiophonique constitue bien un spectacle public, la publicité pouvant se déduire aussi bien des insertions dans les journaux annonçant la représentation que des conditions dans lesquelles se pratique la diffusion, la faculté d'écouter n'étant pas limitée à une catégorie restreinte de personnes et pouvant s'étendre à un nombre d'auditeurs inconnus des organisations de concerts ; attendu, d'autre part, qu'il est proclamé par une jurisprudence constante, que les mots « directeurs et entrepreneurs de spectacles » dont se sert la loi ne doivent pas être limités aux industriels qui font de l'exploitation d'une entreprise théâtrale leur

profession spéciale, mais qu'ils s'appliquent également à tous ceux qui, accidentellement ou d'une manière plus ou moins permanente, entreprennent de faire jouir le public de la vue ou de l'audition d'œuvres dramatiques ou musicales ; qu'il convient, en effet, d'entendre selon leur esprit et non selon leur sens littéral, les termes de l'article 428 du Code Pénal », le tribunal conclut à une réparation pécuniaire due à la Société des Auteurs. D'autres tribunaux ont rendu des jugements dans le même sens, en particulier celui qui clôt le procès intenté par les héritiers de Victor Hugo au directeur de Radio-Paris et qui consacre le principe que la radiodiffusion d'une œuvre littéraire ou artistique ne peut avoir lieu sans le consentement de l'auteur et que les droits sont dûs dès que l'exécution est publique.

Le droit d'auteur a d'ailleurs été confirmé à la Conférence de Rome en 1928, au cours de laquelle fut modifié l'article 11 bis de la Convention de Berne. Toutefois, le droit d'auteur a subi de graves restrictions dans nombre d'Etats qui ont usé de la faculté que leur laissait le deuxième alinéa de l'article 11 bis. Car, si le droit d'auteur de disposer de son œuvre librement, a été confirmé en principe par l'alinéa 1^{er} de l'article 11 bis, le deuxième alinéa permet d'établir le système de la licence obligatoire qui oblige l'auteur à autoriser l'exécution publique de son œuvre contre une rémunération préalablement fixée et qui constitue ainsi, sans aucun

doute, une expropriation du droit d'auteur, au profit de la radiodiffusion.

La radiodistribution constituant bien, elle aussi, un spectacle public, les mêmes principes doivent lui être appliqués. Quoique les radio-centrales se bornent à transmettre les émissions pour lesquelles l'Etat a déjà versé une redevance à la Société des Auteurs, « une seconde redevance devra être perçue (1) », cette retransmission constituant, en effet, une nouvelle exécution publique.

Plus délicat apparaît le problème de la propriété commerciale des émissions.

« Actuellement, un droit de l'émetteur n'est fixé ni sur le plan de la législation internationale, ni sur celui des législations nationales. C'est un droit à créer et la question est depuis longtemps à l'ordre du jour des Conférences (1) », et les efforts tendent tous à créer au profit de l'émetteur un droit distinct.

La tendance est d'assurer une protection sur les émissions elles-mêmes contre toutes les utilisations commerciales, directes ou indirectes, et non autorisées par l'émetteur. Or, l'exploitant d'une radio-centrale retire de la retransmission de l'émission, sans bourse déliée, un profit, alors que l'émetteur a engagé des dépenses, parfois considérables. Cette utilisation com-

(1) Travaux de la Commission interministérielle de Radio-Distribution.

merciale constitue « un cas d'enrichissement sans cause qui peut même se doubler d'appauvrissement dans le cas d'une reproduction défectueuse par la Radio-Centrale (2) » et c'est dans cette théorie qu'avait été recherchée, d'abord, la base d'un droit de l'émetteur. On y voit plutôt aujourd'hui un cas de concurrence illicite. En ce sens, il a été proposé de compléter l'article 10 bis de la Convention d'Union pour la protection de la Propriété industrielle, en assimilant aux cas de concurrence déloyale les utilisations commerciales des émissions lorsqu'elles n'ont pas été autorisées au préalable. C'est d'ailleurs le vœu formulé par le quatrième Congrès de T.S.F., à Liège, en 1930, qui proposait de comprendre dans les faits de concurrence déloyale « toute utilisation, dans un but commercial, d'une émission de radiodiffusion, sans l'autorisation préalable de de l'émetteur (1) ».

L'Union Internationale de radiodiffusion a également émis des vœux tendant à assurer la protection de l'émission contre toutes les utilisations commerciales par des sanctions légales et juridiques, conformes à l'équité.

Saisi d'une demande du service municipal des téléphones de La Haye pour distribuer à ses abonnés des émissions diffusées par des compagnies anglaises, le

(1) Rapport de M. Max Vandenkorchove à la section belge en vue du Congrès de Varsovie.

(2) Travaux de la Commission interministérielle.

(1) Congrès de la T.S.F., Liège, 1930.

Conseil, dans une séance de 1933, a estimé « contraire à l'équité qu'une telle utilisation commerciale des émissions de ses membres puisse être faite par des tiers sans entente avec les postes émetteurs (2) », et a formulé le désir d'agir auprès des gouvernements pour obtenir la reconnaissance légale du droit de propriété industrielle et commerciale des émissions. L'Union Internationale radiophonique a également proposé d'étendre à la radiodiffusion l'article 2 du Règlement International de Madrid qui interdit la divulgation des radiocommunications interceptées délibérément.

En France, l'administration des Postes adopterait la solution suivante : « l'autorisation de distribuer serait valable pour les émissions des postes d'Etat Français. Pour pouvoir distribuer les émissions des postes privés ou étrangers, le permissionnaire devrait, au préalable, recueillir le consentement des propriétaires des postes privés ou des Etats étrangers, et une copie de cette autorisation devrait être, avant tout exploitation, adressée au Ministre des P.T.T. (1) ».

(2) Conseil de l'U.I.R., 1933.

(1) Rapport de M. le professeur Barthélemy à M. le ministre des P.T.T.

CHAPITRE II

LE PROBLEME ECONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIAL

SECTION I

REPERCUSSIONS SUR L'INDUSTRIE RADIOELECTRIQUE

On assigne à la radiodistribution deux buts précis et complémentaires en quelque sorte de ceux visés par la radiodiffusion. D'abord, celui de desservir des localités déshéritées au point de vue radiophonique ; en second lieu, celui de faire bénéficier les quartiers ouvriers des villes dont les habitants ne sont pas assez fortunés pour acquérir des postes individuels de réception, des émissions radiophoniques. Mais le remède à ces lacunes de la radiodiffusion ne serait-il pas, par les répercussions qu'il entraînerait au point de vue économique, pire que ce demi-mal ? L'Etat, d'autre part, peut-il encourager l'exploitation d'un réseau de radiodistribution qui est

susceptible d'avoir des conséquences graves, tant pour la sûreté de l'Etat que pour la défense nationale? Enfin, étant donné la réorganisation actuelle du réseau radiophonique français, est-il nécessaire et opportun de créer, à l'exemple des pays étrangers, un réseau de radiodistribution ?

Il est à craindre que la création d'un tel réseau ne porte une rude atteinte à l'industrie radiophonique française.

Les appareils existant actuellement au prix moyen de mille francs, seraient remplacés du jour au lendemain par de simples hauts-parleurs dont le prix d'achat ne serait pas supérieur à cent francs. « Si l'on admet un emploi maximum de huit millions de postes récepteurs, on voit le dommage causé à l'industrie française : c'est le ralentissement de la vie économique, l'extension du chômage (1) » et, corrélativement, « une diminution sensible des recettes d'Etat (2) », qui ne serait compensée qu'en partie par la majoration de la redevance due par le permissionnaire, et il ne faut pas espérer, non plus, que la mévente des appareils ordinaires et des lampes soit totalement compensée par les ventes de fournitures aux radio-centrales.

La Commission Interministérielle estime que sur l'abaissement de 2 milliards du chiffre d'affaires des

(1) et (2) Rapport de M. le professeur Barthélemy à M. le des P.T.T.

industries radioélectriques, 300 millions seraient récupérés par l'achat de fournitures à ces industries par les radio-centrales : « Ce qui fait tout de même une perte de 1 milliard 700 millions, d'où chômage de plusieurs milliers d'ouvriers ».

Cette évaluation suppose que le nombre des abonnés à la radiodistribution serait de 1/4 de celui des détenteurs de postes radiorécepteurs. Pour la France, tout au moins dans les débuts, cette proportion paraît trop forte.

En Grande-Bretagne, pour 11.119.440 postes récepteurs de radiodiffusion, fin juin 1935, on comptait 204.475 abonnés aux radiocentrales, soit à peine 3 % (1).

En Suisse, la proportion est de :

$$43.715 \times 100 : 378.000 = 11,4 \% (1).$$

En Belgique, pour 670.510 postes de radiodiffusion, il existait, fin juin 1935, 10.090 abonnée aux radio-centrales, soit 1,5 % (1).

Par contre, les Pays-Bas, où la radiodistribution est très développée, on comptait à la même date, 328.139 abonnés à la radiodistribution contre 910.992 postes récepteurs de radiodiffusion ; la proportion ressort ici à 36 %, soit un peu plus du tiers (1).

En France, fin juin 1935, le nombre de postes radio-

(1) Bulletin de l'Union internationale de Radiodiffusion d'août 1935.

récepteurs était de près de 2 millions, exactement 1 million 996.999 (1). Le quart de ce nombre représenterait 499.249 abonnés à la radiodistribution. Ce chiffre, étant donné le tempérament français, très individualiste, ne semble pas de longtemps pouvoir être atteint, et l'extension à prévoir apparaît plutôt d'importance semblable à celle que l'on constate en Belgique et en Suisse.

Par ailleurs, la clientèle de la radiodistribution devant se recruter, selon toute vraisemblance, parmi les classes de la population qui n'ont pas les moyens d'acheter un poste récepteur, le dommage causé à l'industrie radioélectrique serait assez limité. Mais les répercussions sur cette industrie seraient encore plus profondes si l'administration se ralliait à la thèse du Syndicat des P.T.T. qui demande pour elle le monopole absolu de la radiodistribution, avec celui de la vente des appareils récepteurs. Aux objections, le Syndicat a répondu que la radiodistribution étant entièrement gérée par l'administration, celle-ci serait obligée de passer les commandes d'un matériel qui ne pourrait être fabriqué que par l'industrie radioélectrique. De plus, obligée de recruter un personnel nouveau de monteurs spécialisés, l'administration devrait faire appel à la main-d'œuvre devenue sans emploi du fait de la radiodistribution, de sorte que le chômage serait simplement déplacé, mais

(1) Bulletin de l'Union internationale de Radiodiffusion d'août 1935.

non accentué. Il n'en est pas moins vrai que, dès les premiers essais de radiodistribution tentés en France par des collectivités publiques, les représentants de l'industrie radioélectrique ont protesté énergiquement auprès des pouvoirs publics.

L'administration ne paraît pas disposée à entrer tout à fait dans ces vues, puisque dans l'exposé des motifs du projet de loi qu'elle a déposé le 21 juin 1935 sur le bureau de la Chambre des députés, elle prévoit la fourniture des appareils aux abonnés par l'industrie privée, sous la réserve que ces appareils soient préalablement contrôlés par les services de l'administration.

SECTION II

RENTABILITE DES ENTREPRISES DE RADIODISTRIBUTION RESPONSABILITE MORALE DE L'ETAT

D'autre part, on est en droit de se demander si des entreprises de ce genre sont viables. Les partisans de la radiodistribution ne peuvent, en effet, espérer que les usagers actuels de la radiodiffusion adopteront le nouveau système qui ne peut rencontrer de faveur que dans

les milieux aux ressources limitées, à la condition, toutefois, que les taxes imposées soient très modérées.

En fait, le niveau restera le même par suite de l'abaissement du prix des récepteurs ordinaires de T. S. F. et aussi, par suite de la vente à crédit qui permet aux abonnés de devenir propriétaires d'un poste sans déboursier beaucoup plus que le prix d'un abonnement aux entreprises de radiodistribution (1) ». Enfin, l'organisation d'un tel système met en jeu la responsabilité de l'Etat, puisque seul il accordera les licences, et cette responsabilité ne sera dégagée qu'autant que les entreprises seront rentables. Peut-on alors, « admettre que les capitaux investis sont rémunérés (2) ? ». il semble bien que l'exemple des pays étrangers doive, sur ce point, inciter l'Etat à une grande réserve. A l'étranger, en effet, les premières sociétés de radiodistribution ont dû déposer leur bilan ; pour être juste, il faut, cependant remarquer que ces entreprises malheureuses ont dû leur faillite à l'absence de réglementation et à la concurrence très vive qui en était résultée. En fait, depuis qu'a été institué le régime de la concession, sous le contrôle de l'Etat, toutes les entreprises de radiodistribution ont largement rémunéré le capital investi.

(1) Travaux de la Commission interministérielle de Radio-Distribution.

(2) Rapport de M. le professeur Barthélemy à M. le ministre des P.T.T.

Mais il reste acquis « qu'une société de ce genre ne peut être viable qu'à la condition de grouper au moins cinq cents abonnés payant environ quatre cents francs par an. L'Etat peut-il, alors, laisser créer des entreprises qui, par suite du nombre restreint d'abonnés du début, s'avèrent, au départ, déficitaires (1) », qui risquent de ruiner l'épargne ? A ce sujet, des groupements postaux avaient posé ce dilemme : ou bien, l'exploitation de la radiodistribution ne sera pas rémunératrice, en France, alors pourquoi la concéder à une entreprise privée qui engloutira les fonds des épargnants ; ou bien, au contraire, elle sera une source de revenus, pourquoi dès lors, l'Etat ne l'exploiterait-il pas lui-même ?

Cette thèse ne paraît pas soutenable. Ce n'est pas parce que telle entreprise procure des bénéfices que l'Etat doit fatalement se l'annexer. Là aussi, on a oublié que l'Etat ne peut être assimilé à un quelconque entrepreneur privé. Les services publics qu'il gère lui-même n'ont pas tous été créés pour assurer des recettes au Trésor, mais surtout pour répondre à un besoin d'utilité générale : le service des Postes, Télégraphes et Téléphones et celui de l'Instruction Publique en sont les meilleurs exemples. Or, la radiodiffusion et, accessoirement, la radiodistribution, par l'extension qu'elle a prise, par la diversité de ses programmes tantôt récréatifs,

(1) Travaux de la Commission interministérielle de Radio-Distribution.

tantôt et souvent aussi, instructifs, ne fait-elle pas partie actuellement de l'éducation nationale, et à ce titre n'est-elle pas due par l'Etat à tous les citoyens qui, en retour, seraient débiteurs envers l'Etat d'une taxe comme contre-partie d'un service rendu ?

Cette conception ne condamne d'ailleurs pas la concession à laquelle l'Etat peut fort bien recourir dans les débuts de la Radiodistribution.

Mais l'avenir pouvant seul démontrer le succès de la radiodistribution auprès du public, il est nécessaire de procéder avec prudence dans ce domaine.

SECTION III

LE COTE POLITIQUE DE LA RADIODISTRIBUTION

Plus complexe encore apparaît le problème politique de la radiodistribution. Tous les pays ont réglementé la radiodiffusion, d'abord pour empêcher les troubles que l'emploi simultané des mêmes ondes par des postes voisins risque de provoquer, puis, surtout, pour prémunir la société contre l'emploi abusif de ce nouveau mode de transmission. L'installation d'un poste émetteur nécessite l'autorisation préalable de tout Gouvernement qui, d'autre part, contrôle les émissions.

Mais les sanctions à l'inobservation de cette réglementation, comme celles édictées sur la presse par le législateur, seraient inopérantes ici, car « si un journal, un livre, constituant une menace pour la sécurité de l'Etat, peuvent être saisis, le caractère des transmissions radiophoniques empêche d'en localiser les effets ». De plus, ces sanctions apparaissent encore plus indispensables si l'on envisage les conséquences que peuvent avoir les infractions dans les rapports internationaux.

Un avant-projet d'arrangement international, élaboré conformément à une résolution de l'assemblée de la Société des Nations et dont les divers Gouvernements se trouvent actuellement saisis, attire à nouveau l'attention sur ce problème. Aux termes de ce projet, les Hautes Parties Contractantes s'engageraient :

1) « A interdire, et le cas échéant à faire cesser immédiatement sur leurs territoires respectifs toute émission de messages destinés aux habitants d'un autre Etat et constituant une menace pour la paix intérieure ou la sécurité de cet Etat ».

2) « A veiller à ce que les émissions effectuées sur leurs territoires respectifs ne constituent aucune incitation à la guerre, ni provocations systématiques susceptibles d'y conduire ».

3) « A interdire sur leurs territoires respectifs, la radiodiffusion de messages susceptibles de nuire à la bonne entente internationale par des allégations dont

l'inexactitude serait ou devrait être connue du service chargé de l'émission et à veiller à ce que tout message susceptible de nuire à la bonne entente internationale par des allégations inexactes soit corrigé immédiatement par les moyens les plus efficaces même si l'inexactitude n'est apparue que postérieurement à l'émission.

Enfin, dans son article 4, le projet propose la radiodiffusion, notamment en cas de crise, d'informations d'une exactitude contrôlée.

De pareils engagements supposent que les installations d'émission sont directement ou indirectement, sous la dépendance des pouvoirs publics. Si ce contrôle est toujours possible sur les postes émetteurs de radiodiffusion, il apparaît bien fragile sur les radio-centrales de distribution qui peuvent également propager des rumeurs inexactes et portant atteinte à la sécurité de l'Etat.

Rien, en effet, ne sera plus facile pour le permissionnaire, surtout s'il est une collectivité publique, que de faire une propagande subversive à partir de la radio-centrale. Il suffit pour cela d'installer un microphone dans la radio-centrale et « de distribuer ainsi aux abonnés, non seulement les émissions captées par la radio-centrale, mais aussi les paroles émises de celle-ci même (1) », et il est à craindre, en nos temps d'exaspéra-

(1) Travaux de la Commission interministérielle.

tion politique, que la tentation soit trop forte pour une municipalité concessionnaire et trop militante.

Cette éventualité est moins à redouter si le permissionnaire est un particulier : il sera, alors, relativement facile aux services de contrôle de l'administration de prendre les mesures nécessaires. Mais ce contrôle devient singulièrement difficile et délicat dans le cas d'une exploitation de radio-centrale par une commune, du fait, par exemple, de la personnalité qui est à la tête de la municipalité.

De grandes précautions s'imposent donc à l'administration. Deux seules seront efficaces : n'accorder, en premier lieu, l'autorisation qu'à de simples particuliers susceptibles d'un contrôle sévère et donnant toutes les garanties désirables.

Cette limitation des autorisations ne peut être assimilée à un « fait du prince », mais apparaît comme une solution juridique : « L'exploitation de la radiodistribution n'est pas, en effet, un de ces services publics que les communes ont qualité pour gérer : elle constitue, au contraire, une de ces activités commerciales interdites aux municipalités par la loi et la jurisprudence du Conseil d'Etat (1) ».

La seconde précaution nécessaire est d'instituer un contrôle sévère. Le cahier des charges, élaboré par la Commission de Radiodistribution prévoit que les lignes

(1) Rapport de M. le professeur Barthélemy au Ministre des P.T.T.

de radiodistribution devront passer, à la sortie de la radio-centrale, et avant la répartition entre les abonnés, par une boîte de coupure accessible à toute heure aux agents de l'Administration des P.T.T. Cette mesure se révélera d'une efficacité certaine.

CONCLUSIONS

LES PRINCIPES D'UNE ORGANISATION ET LES CHANCES DE SUCCES DE LA RADIODISTRIBUTION EN FRANCE

On ne peut nier qu'à côté d'avantages certains, la radiodistribution présente de sérieux inconvénients .

Sans doute, les parasites sont éliminés des émissions, de même que les régions déshéritées de la radiodiffusion bénéficient des émissions avec le nouveau système. Le premier argument, brillamment confirmé par l'expérience suisse, ne peut être mis en doute, mais les adversaires de la radiodistribution font remarquer qu'une fois le réseau radiophonique de l'Etat achevé, les difficultés de réception constatées dans certaines villes disparaîtront. A cette objection, on peut d'ailleurs répondre que la radiodistribution est créée surtout dans le but de mettre les réceptions radiophoniques à la portée des classes peu fortunées. Quant à la distribution des ondes dans les régions montagneuses où les émissions arrivent

mal, on se demande s'il ne vaudrait pas mieux les doter de nouveaux postes convenablement placés et relayant les stations de haute puissance, plutôt que de créer des entreprises de radiodistribution qui s'avèrent ici forcément déficitaires par le petit nombre d'abonnés auxquelles peuvent prétendre. Mais la multiplication des stations est nuisible à la propagation des ondes (brouillages, cacophonies) et cette solution ne peut être envisagée.

Enfin, l'usager a-t-il vraiment intérêt à la radiodistribution ? Le prix moyen d'un appareil qui s'établit actuellement à 1.000 fr., est bien vite amorti, puisque l'estimation officielle du montant de l'abonnement est de 300 francs. Dans certains pays voisins, on vend un poste, dit populaire, qui ne coûte pas plus de 300 fr. D'autre part, l'auditeur de T.S.F. est libre dans le choix de ses auditions. Avec la radiodistribution, cette liberté disparaît puisque trois programmes, quatre au maximum lui seront imposés.

Il n'est pas sûr que l'auditeur français sacrifiera « sa faculté de choix au souci de la plus satisfaisante reproduction artistique (1) ». L'argument ne manque certes pas de poids. La radiodistribution ne peut, cependant pas être condamnée sans appel en France, en raison du succès qu'elle rencontre parmi certains publics étran-

(1) Exposé des motifs du projet de loi sur la télédiffusion en date du 25 juin 1935.

gers, et aussi parce qu'elle semble bien répondre à des besoins. Car « malgré les progrès techniques des appareils destinés à la lutte contre les parasites, la mise en application des décrets officiels correspondants » (1), il semble bien qu'il est des régions où l'élimination des parasites ne sera guère possible. Là, la radiodistribution remplacera avantageusement la radiodiffusion, et il n'en résultera guère de dommage pour l'industrie radioélectrique, puisque dans ces régions, l'emploi des appareils récepteurs ordinaires est forcément très réduit.

Aussi l'Administration des Postes devrait-elle autoriser une société privée à faire un essai de distribution, si elle ne voulait pas tenter elle-même cet essai. La radiodistribution rendra des services, non pas tant dans les régions montagneuses — puisque là, elle n'est pas viable — ni peut-être dans les quartiers ouvriers des villes — puisque l'abonnement reviendra presque aussi cher que l'achat d'un appareil ordinaire de réception — mais dans les immeubles construits en ciment armé, véritables cages de Faraday où la réception des ondes est impossible, ainsi que dans les hôtels, pensions de famille, hôpitaux, etc...

La radiodistribution ne peut prétendre à concurrencer la radiodiffusion (2). Elle n'en doit être que l'utile

(1) R. Singer : « La radiodiffusion à l'étranger » ; *Revue de l'Electricien*.

(2) Sur ce point, la Commission interministérielle a été unanime.

prolongement. Elle atteindra des régions que les ondes, pour une cause quelconque, n'atteignent pas, comme le camion automobile apporte aux villages éloignés les marchandises laissées dans un grand centre par le chemin de fer.

Or, précisément, l'administration des Postes, en même temps qu'elle estimait à sa juste valeur l'utilité de la radiodistribution, a compris la nécessité de ne plus différer « une réalisation susceptible d'apporter aux usagers des facilités très appréciées dans quelques pays voisins (2) ».

Elle s'oriente vers une organisation de la radiodistribution analogue à celle qui fonctionne en Suisse ; elle comporterait la distribution aux abonnés, soit :

1°. — Par réseau spécial au service de la radiodiffusion constitué par des conducteurs posés spécialement ou prélevés sur les disponibilités du réseau téléphonique ordinaire.

2°. — Par l'utilisation de lignes d'abonnés au téléphone qui peuvent, indifféremment, servir à l'échange des conversations téléphoniques ou apporter les émissions radiophoniques.

L'administration des P.T.T. n'envisage pas, pour le moment, la concession de licences de radiodistribution, ou plus exactement de télédiffusion ; elle organiserait et exploiterait seule le système, ce qui éluderait l'irritant

(2) Exposé des motifs du projet de loi sur la télédiffusion.

problème politique dont il a été parlé, les redistributions restant sous son contrôle direct, et supprimerait les controverses sur la cession du monopole télégraphique.

Le projet de loi que le Ministre des P.T.T. a déposé le 21 juin dernier sur le bureau de la Chambre des Députés, est, en effet, ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — La télédiffusion, mode particulier et prolongement de la radiodiffusion, est dans le domaine du service assuré par l'administration des P.T.T., tel qu'il est défini par le décret-loi du 27 décembre 1851 et l'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923 en matière de correspondance électrique ou radio-électrique.

ART. 2. — La taxe annuelle d'abonnement à la télédiffusion est fixée à 50 fr. Cette taxe s'ajoute aux taxes radiophoniques prévues par la loi de finances du 31 mai 1933 (art. 109 à 115). Elle n'est pas prélevée sur les abonnés à la télédiffusion déjà abonnés au téléphone, qui restent redevables des seules taxes radiophoniques.

La redevance annuelle de location de l'installation d'abonné à la télédiffusion est fixée à 60 fr. dans le cas où les appareils sont fournis par l'administration.

ART. 3. — Il est ouvert au chapitre du budget annexe des P.T.T., intitulé chapitre 39 : travaux complémentaires de premier établissement « Matériel télégraphique et téléphonique » pour l'exercice 1935, un crédit complé-

mentaire de 20 millions de francs qui sera affecté aux installations de télédiffusion.

Ainsi, il ne dépend plus que du Parlement que la réalisation du programme prévu par l'Administration des P.T.T. et qui s'appliquerait principalement aux quartiers neufs et extérieurs de Paris, aux cités, à certaines agglomérations de la banlieue parisienne et des grandes villes, ne devienne effective.

Mais, dans l'hypothèse où le Parlement n'accorderait pas le crédit demandé, en raison des difficultés budgétaires ou pour tous autres motifs, l'administration serait sans doute amenée à envisager une autre formule, par laquelle on peut sous-entendre un régime de concession à des Sociétés ou particuliers, sous le contrôle de l'Etat. C'est dans cette éventualité que la Commission de la radiodistribution constituée auprès du Ministre des P.T.T., a élaboré un cahier des charges qui contient les propositions ci-après, de nature à sauvegarder les intérêts de l'Etat et de l'industrie radioélectrique tout en donnant les garanties nécessaires aux usagers.

ART. 2. — La traversée des voies publiques est admise. L'autorisation des P.T.T. est nécessaire et la canalisation doit être construite par l'administration.

ART. 5. — La présente autorisation ne vaut que pour la distribution des programmes des stations de radio-diffusion français. Pour distribuer les programmes des stations de radiodiffusion étrangers, le permissionnaire

devra obtenir, au préalable, le consentement des propriétaires ou des offices étrangers. Une copie de cette autorisation devra être adressée au Ministre.

ART. 7. — La radio-centrale ne pourra être utilisée pour faire parvenir directement aux abonnés par des moyens quelconques les communications autres que celles prévues à l'article 5 et des signaux dont la transmission est autorisée par les clauses techniques en annexe.

ART. 10. — Il est fait obligation au permissionnaire de consentir les abonnements demandés sous peine de retrait.

ART. 11. — L'administration aura le droit à toute époque, de faire contrôler l'installation principale du permissionnaire. Pour permettre ce contrôle, les lignes de radiodistribution passeront à la sortie de la radio-centrale et avant répartition entre les abonnés par une boîte de coupure accessible à toute heure.

ART. 12. — La durée de l'autorisation est fixée à cinq ans.

ART. 14. — L'autorisation est annulée par le Ministre des Postes, sans mise en demeure, en cas de faillite, liquidation judiciaire, cession totale ou partielle non autorisée par l'administration ou pour non observation de l'article 7.

ART. 15. — Il est prévu une taxe de 200 francs par poste récepteur fonctionnant dans la radio-centrale, une

taxe de 50 francs par an et par abonnement, dûe par tout abonné et le paiement d'une redevance égale à 20 % des abonnements.

ART. 17. — L'administration se réserve le droit de se substituer au permissionnaire pour assurer le fonctionnement technique de la radio-centrale et, en cas de besoin, de suspendre ce fonctionnement.

L'article 18 exige du permissionnaire la nationalité française.

L'article 20 protège la main-d'œuvre française employée dans les entreprises de radiodistribution.

Ce cahier des charges, on le voit, garde intactes les prérogatives de l'Etat, tant au point de vue financier que politique.

Dans ses dispositions essentielles, il se rapproche de la réglementation adoptée à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, en Belgique et en Hollande.

En tout état de cause, en raison des désirs déjà exprimés par certaines collectivités en particulier, et qui semblent bien répondre à des besoins réels, une amorce d'organisation de la télédiffusion apparaît maintenant nécessaire, car, ainsi que le déclare le Ministre des P.T.T. dans l'exposé des motifs du projet de loi, et ce sera notre propre conclusion, « l'on ne peut priver, pour des raisons de doctrine ou de procédure, notre pays des bienfaits d'une réalisation que l'on n'a pas laissé d'apprécier hors de chez nous ».

Vu,

Vu,

Le Président :

Le Doyen :

J. BARTHELEMY

Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

J. BARTHELEMY — Traité de Droit Administratif.

RICARD. — Contentieux des P.T.T.

LANDERMONT. — La Radiophonie et le Droit.

Rapport de M. Barthélemy au Ministre des Postes.

Travaux de la Commission de Radiodistribution.

Rapport de M. Vidal, inspecteur général des P.T.T.

Procès-verbaux des séances du Conseil de l'Union Internationale Radiophonique.

Lois et règlements sur la Radiodistribution en vigueur dans les pays étrangers.

TABLE DES MATIERES

Avant-Propos	1
Introduction	3

Première Partie.

LES EXPERIENCES DE RADIO-DISTRIBUTION A L'ETRANGER.	9
--	---

Section I : En Suisse	11
Section II : En Belgique	14
Section III : En Hollande	20
Section IV : En Grande-Bretagne et en Ecosse	24
Section V : Les pays nouvellement venus à la radio-distribution.	29

Deuxième Partie.

LA RADIO-DISTRIBUTION EN FRANCE	37
---------------------------------	----

Chapitre premier. — Les questions de principe soulevées par la radio-distribution en France	39
Section I : La radio-distribution fait-elle partie du monopole télégraphique tel qu'il est défini par le décret-loi de 1851 ?	39
Section II : La loi de finances du 31 mai 1935 s'ap- plique-t-elle « ipso facto » aux appareils récep- teurs de radio-distribution	50
Section III : Droits d'auteurs et propriété commerciale dans la radio-distribution	55

Chapitre II. — Le Problème économique, social et politique ..	63
Section I : Répercussions sur l'industrie radioélectrique.	63
Section II : Rentabilité des entreprises de radiodistribution. Responsabilité morale de l'Etat	67
Section III : Le côté politique de la radio-distribution.	70
Conclusion : Les chances de succès de la radiodistribution en France	75

Ministère des P.T.T.



